

**No. 46695**

—  
**Turkey  
and  
France**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Turkey concerning the promotion and reciprocal protection of investments (with protocol). Ankara, 15 June 2006**

**Entry into force:** *3 August 2009 by notification, in accordance with article 10*

**Authentic texts:** *French and Turkish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Turkey, 14 October 2009*

—  
**Turquie  
et  
France**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République turque sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements (avec protocole). Ankara, 15 juin 2006**

**Entrée en vigueur :** *3 août 2009 par notification, conformément à l'article 10*

**Textes authentiques :** *français et turc*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Turquie, 14 octobre 2009*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD**

**ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE**

**SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES  
INVESTISSEMENTS**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République turque, ci-après dénommés « les Parties contractantes »,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux États et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Turquie et turcs en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

## **ARTICLE 1**

### **Définitions**

Aux fins du présent Accord:

1. Le terme « investissement » désigne tout type d'avois investis par un investisseur d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément à la législation de cette dernière et, plus particulièrement mais non exclusivement :
  - a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, droits de rétention, usufruits, gages et tous droits analogues ;
  - b) les actions, primes d'émission et autres formes directes ou indirectes de participations à des sociétés ;
  - c) les revenus réinvestis, créances monétaires ou autres droits ayant valeur financière afférents à un investissement, en particulier les créances découlant de prêts relatifs à la participation aux sociétés mentionnées à l'alinéa précédent ;
  - d) les droits de propriété intellectuelle et industrielle (tels que les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industriels), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;
  - e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, sur le territoire de chacune des Parties contractantes tel qu'il est défini ci-après.

Une modification de la forme d'investissement des avois, quelle qu'elle soit, n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme « investisseur » désigne :
  - a) les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes ;
  - b) les sociétés constituées sur le territoire d'une Partie contractante conformément à la législation de celle-ci et dont le siège social ou l'activité économique effective est situé sur le territoire de cette Partie contractante.
3. Une société dont le siège social est situé dans un pays tiers et qui est contrôlée directement ou indirectement par des investisseurs d'une Partie contractante bénéficie de la protection découlant du présent Accord, sauf s'il existe entre ce pays tiers et la Partie contractante où l'investissement est réalisé un accord de protection et d'encouragement des investissements en vigueur qui accorde aux investissements un traitement plus favorable que celui qui leur est accordé par le présent Accord.
4. Le terme « revenus » désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances et intérêts ou dividendes, durant une période donnée.
5. Le terme « territoire » désigne, pour chacune des Parties contractantes, son territoire, ses eaux territoriales ainsi que les zones maritimes sur lesquelles elle a une juridiction ou des droits souverains aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation de ressources naturelles, conformément au droit international.

## ARTICLE 2

### Champ d'application

Le présent Accord s'applique tant aux investissements existants à sa date d'entrée en vigueur qu'aux investissements réalisés après son entrée en vigueur.

**ARTICLE 3**

**Promotion, protection et traitement des investissements**

1. Chacune des Parties contractantes encourage sur son territoire les investissements réalisés par les investisseurs de l'autre Partie contractante, y établit des conditions favorables à ces investissements et, sous réserve de son droit d'exercer les pouvoirs conférés par sa législation, admet ces investissements sur une base non moins favorable que celle accordée dans des situations analogues aux investissements réalisés par les investisseurs de tout État tiers.
2. Chaque Partie contractante accorde aux investissements, y compris les revenus, réalisés sur son territoire par les investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable, conforme aux principes du droit international, et non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements réalisés par ses propres investisseurs ou par les investisseurs de tout État tiers, si celui-ci est plus avantageux.
3. Chaque Partie contractante assure sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante, à l'égard de leurs investissements et de leurs activités liées à ces investissements, le traitement accordé à ses propres investisseurs ou le traitement accordé à celui de tout État tiers, si celui-ci est plus avantageux. Ce principe s'applique également aux ressortissants d'une Partie contractante autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie contractante dans le cadre de leurs activités professionnelles relatives à un investissement.
4. Ce traitement ne s'étend pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un État tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre-échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.
5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.
6. Les dispositions du présent Accord ne sauraient être interprétées comme empêchant l'une des Parties contractantes de prendre des mesures réglementant les investissements des sociétés étrangères et les conditions de l'activité de ces sociétés en matière de produits culturels, essentiellement dans le domaine des produits audiovisuels.
7. Les Parties contractantes examineront favorablement, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail et de circulation introduites par les ressortissants d'une Partie contractante au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

**ARTICLE 4**

**Expropriation et indemnisation**

1. Les investissements réalisés par les investisseurs d'une Partie contractante bénéficient sur le territoire de l'autre Partie contractante d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.
2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les investisseurs de l'autre Partie contractante de leurs investissements sur son territoire, si ce n'est pour cause d'utilité publique, conformément aux procédures légales et à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant doit être calculé sur la base de la valeur réelle des investissements considérés et évalués par rapport à la situation économique normale qui prévalait immédiatement avant que ces mesures n'aient été rendues publiques.

Ladite indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. L'indemnité doit être effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt approprié.

3. Les investisseurs d'une Partie contractante dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, insurrection, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée.

**ARTICLE 5**

**Rapatriement et transfert**

1. Chaque Partie contractante fait en sorte que tous les transferts relatifs à un investissement soient effectués librement et sans retard, tant à destination qu'en provenance de son territoire. Lesdits transferts portent sur :
  - a) les revenus ;
  - b) les versements du capital et des intérêts découlant des emprunts régulièrement contractés afférents à un investissement ;
  - c) le produit de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
  - d) l'indemnité prévue à l'article 4 ci-dessus ;
  - e) les versements qui découlent d'un différend portant sur un investissement ;
  - f) la rémunération des ressortissants de l'une des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie contractante au titre d'un investissement agréé.
2. Les transferts seront effectués en devises librement convertibles, au taux de change du marché applicable à la date du transfert.
3. En cas de difficultés de balance des paiements, de difficultés financières extérieures ou de menace desdites, chaque Partie contractante peut, à titre temporaire, soumettre des transferts à des restrictions, à condition que celles-ci :
  - a) soient promptement notifiées à l'autre Partie contractante ;
  - b) soient conformes aux Statuts du Fonds monétaire international ;
  - c) n'excèdent pas six mois en tout état de cause ;
  - d) soient imposées équitablement, sans discrimination et de bonne foi.

**ARTICLE 6**

**Subrogation**

Si un assureur d'une Partie contractante, à la suite d'une garantie couvrant les risques non-commerciaux accordée pour un investissement réalisé par des investisseurs d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante, effectue des versements à ces investisseurs, cet assureur est, de ce fait, subrogé dans les droits et actions dudit investisseur.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie de recourir au CIRDI pour la part de l'investissement non couverte par l'assurance.

Les différends entre une Partie contractante et un assureur sont réglés conformément au dispositif de l'article 8 du présent Accord.

**ARTICLE 7**

**Dispositions plus favorables**

Le présent Accord ne porte pas atteinte:

- a) aux lois et règlements, pratiques ou procédures administratives, ou décisions administratives ou de justice de l'une des Parties contractantes,
- b) aux obligations de droit international,
- c) aux obligations assumées par l'une des Parties contractantes, y compris celles qui découlent d'un accord sur les investissements ou d'une autorisation d'investissement,

qui accordent à des investissements ou à des activités connexes un traitement plus favorable que celui qui est accordé par le présent Accord dans des situations analogues.



**ARTICLE 8**

**Règlement des différends entre une Partie contractante et des investisseurs de l'autre Partie contractante**

1. Tout différend entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante relatif à un investissement réalisé par ce dernier sur le territoire de la première Partie contractante dans le cadre de cet accord est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.
2. Si ce différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une des parties au différend, il est soumis, à la demande de l'investisseur, soit aux tribunaux de la Partie contractante considérée soit à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965. Lorsque l'investisseur a soumis ou accepté de soumettre le différend soit aux tribunaux soit à l'arbitrage, le choix de la procédure est définitif.

**ARTICLE 9**

**Règlement des différends entre les Parties contractantes**

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent être réglés par voie de négociations directes et substantielles.
2. Si le différend n'a pu être réglé dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, il peut être soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.
3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas de la façon suivante :

Chaque Partie contractante désigne un arbitre et les deux arbitres désignent d'un commun accord un troisième arbitre qui doit être ressortissant d'un État tiers et qui est nommé président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les arbitres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage.

4. Si les délais fixes au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre des Parties contractantes, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes. A moins que le tribunal n'en dispose autrement compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure, y compris les vacations des arbitres sont répartis également entre les deux Parties contractantes.

6. Cette procédure ne s'applique pas aux questions relatives au statut territorial de l'une ou l'autre des Parties contractantes.
7. Un différend ne peut être soumis à un tribunal arbitral international en vertu des dispositions du présent article si le même différend a été soumis à un autre tribunal arbitral international en vertu des dispositions de l'article 8. Les présentes dispositions ne sauraient empêcher l'engagement de négociations directes et substantielles entre les deux Parties contractantes.

#### **ARTICLE 10**

##### **Entrée en vigueur**

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, lequel prendra effet un mois après la date de réception de la dernière notification.

L'Accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il demeurera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

En cas de résiliation du présent Accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

Fait à Ankara , le 15 Juin 2006 en double exemplaire en langues turque et française, les deux textes faisant également foi.

**Pour le Gouvernement  
de la République turque**



Ali BABACAN  
Ministère de l'Etat

**Pour le Gouvernement  
de la République française**



Christine LAGARDE  
Ministre déléguée au Commerce Extérieur

## PROTOCOLE

Lors de la signature de l'accord ce même jour entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République turque sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, les Parties contractantes sont également convenues des dispositions suivantes qui font partie intégrante de l'accord :

En ce qui concerne l'article 5 :

Les dispositions des alinéas précédents du présent article, ne s'opposent pas à l'exercice de bonne foi, par une Partie contractante, de ses obligations internationales ainsi que de ses droits et obligations au titre de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun, une union économique et monétaire ou toute autre forme de coopération ou d'intégration régionale.

En ce qui concerne l'article 8 :

Conformément à la déclaration soumise par la République turque au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) le 3 mars 1989, relativement à l'article 25(4) de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États :

- a) les différends découlant avec des activités d'investissement direct, qui ont effectivement commencé, et qui ont reçu, si besoin est, la permission nécessaire, conformément à la législation de la République de Turquie sur les capitaux étrangers, seront soumis à la compétence du Centre (CIRDI).
- b) les différends relatifs aux droits de propriété et aux droits réels sur les biens immobiliers sont entièrement de la compétence des tribunaux turcs et ne seront pas soumis, pour cette raison, au Centre (CIRDI), ou à un autre mécanisme international de règlement des différends.

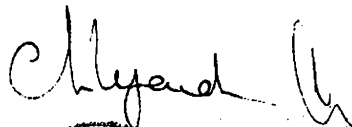
Fait à Ankara, le 15 Juin 2006 en double exemplaire en langues turque et française, les deux textes faisant également foi.

**Pour le Gouvernement  
de la République turque**



Ali BABACAN  
Ministère de l'Etat

**Pour le Gouvernement  
de la République française**



Christine LAGARDE  
Ministère délégué au Commerce Extérieur

[ TURKISH TEXT – TEXTE TURC ]

**TÜRKİYE CUMHURİYETİ HÜKÜMETİ  
İLE  
FRANSA CUMHURİYETİ HÜKÜMETİ  
ARASINDA  
YATIRIMLARIN KARŞILIKLI TEŞVİKİ VE KORUNMASI ANLAŞMASI**

Bundan sonra “Akit Taraflar” olarak anılacak olan Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti ve Fransa Cumhuriyeti Hükümeti,

İki devlet arasındaki ekonomik işbirliğini güçlendirmek ve Türkiye’deki Fransız yatırımları ve Fransa’daki Türk yatırımları için uygun koşullar yaratmak arzusu ile,

Bu yatırımların teşviki ve korunmasının, ekonomik kalkınmalarının yararına olarak, iki ülke arasındaki sermaye ve teknoloji transferinin teşvikinde başarılı olacağını kabul ederek,

Aşağıdaki şekilde anlaşmaya varmışlardır:

**MADDE I**

**Tanımlar**

İş bu Anlaşmada:

1-“Yatırım” terimi, bir Akit tarafın yatırımcısı tarafından diğer Akit Taraf ülkesinde, bu Akit Tarafın mevzuatına uygun olarak yatırılan her türlü varlığı ve bunlarla kısıtlı olmamak koşuluyla, özellikle, aşağıdakileri kapsar:

a)taşınır ve taşınmaz mallar, aynı zamanda ipotek, ihtiyati haciz, intifa hakkı, rehin ve benzeri haklar gibi diğer aynı haklar;

b)hisse senetleri, pay senetleri ve şirketlere iştirakin diğer doğrudan veya dolaylı şekilleri;

c)yeniden yatırımda kullanılan gelirler, para alacakları ve bir yatırımla ilgili finansal değeri olan diğer haklar, özellikle, yukarıdaki paragrafta belirtilen şirketlere iştirakle ilişkili borçlardan kaynaklanan alacaklar;

d) fikri ve sınai mülkiyet hakları (patentler, lisanslar, ticari markalar, sınai modeller ve maketler gibi) teknik işlemler, ticari isimler ve peştemaliye;

e) aşağıda tanımlandığı gibi, her bir Akit Tarafın Ülkesinde doğal kaynakların aranması, geliştirilmesi, çıkarılması veya işletilmesi imtiyazlarını da içerecek şekilde, kanun veya sözleşme ile tanınan iş imtiyazları;

Varlıkların yatırım biçiminde herhangi bir değişiklik, ülkesinde yatırım yapılan Akit Tarafın mevzuatına aykırı olmadığı sürece, bunların yatırım olma niteliğini etkilemeyecektir.

2- “Yatırımcı” terimi:

a)bir Akit Tarafın vatandaşlığını haiz olan gerçek kişiler,

b)bir Akit Tarafın ülkesinde bu Akit Tarafın mevzuatına uygun olarak kurulmuş bulunan ve yönetim merkezi veya etkin iktisadi faaliyetleri o Akit Tarafın ülkesinde bulunan şirketleri ifade eder.

3- Merkezi üçüncü bir ülkede bulunan ve bir Akit Taraf yatırımcıları tarafından doğrudan veya dolaylı olarak yönetilen bir şirket; bu üçüncü ülke ile ülkesinde yatırım yapılan Akit Taraf arasında yatırımların korunması ve teşvikine yönelik yürürlükte bir anlaşma olmadığı sürece, söz konusu anlaşmanın yatırımlara bu Anlaşma ile olduğundan daha elverişli bir muamele tanıdığı düzeye kadar, bu Anlaşma ile sağlanan korumadan yararlanacaktır.

4- “Gelirler” terimi, belirli bir dönem boyunca yatırım sonucu ortaya çıkan karlar, royaltiler ve faiz ve temettüer gibi tüm meblağları ifade eder.

5- “Ülke” terimi, her iki Akit Taraf açısından, ülkesini, karasularını, aynı zamanda uluslararası hukuka uygun olarak üzerinde doğal kaynakların keşfedilmesi, işletilmesi ve korunması amaçları için üzerinde yargılama veya egemenlik haklarına sahip olduğu deniz alanlarını ifade eder.

## **MADDE 2**

### **Uygulama Alanı**

Bu Anlaşma, yürürlüğe girdiği tarihte mevcut bulunan yatırımlar yanında, yürürlüğe girmesinden sonra gerçekleştirilmiş yatırımlara da uygulanacaktır.

**MADDE 3**

**Yatırımların Teşviki, Korunması ve Uygulanacak Muamele**

1-Her bir Akit Taraf, kendi ülkesinde, diğer Akit Taraf yatırımcılarının yatırımlarını teşvik edecek, bunlar için uygun koşullar yaratacak ve bu tür yatırımları, mevzuatın tanıdığı yetkileri kullanma hakkı saklı kalmak üzere, herhangi bir üçüncü devletin yatırımcılarına benzeri durumlarda sağlanan koşullardan daha az elverişli olmayacak biçimde kabul edecektir.

2- Her bir Akit Taraf, gelirler de dahil olmak üzere, diğer Akit Taraf yatırımcıları tarafından kendi ülkesinde yapılan yatırımlara, uluslararası hukuk ilkelerine uygun olarak adil ve eşit muamelede bulunacak ve hangisi daha elverişli ise, kendi yatırımcılarının veya herhangi bir üçüncü ülke yatırımcılarının yatırımlarına uyguladığından daha az elverişli olmayan bir muamele tanıyacaktır.

3- Her bir Akit Taraf kendi ülkesi dahilinde, diğer Akit Taraf yatırımcısına, yatırımları ve yatırımlarla ilgili faaliyetlerine ilişkin olarak, hangisi daha elverişli ise, kendi yatırımcılarına ya da herhangi bir üçüncü ülke yatırımcılarına gösterilen muameleyi tanıyacaktır. Bu kural, bir yatırıma ilişkin profesyonel faaliyetler çerçevesinde, diğer Akit Taraf ülkesinde çalışmaya izinli bir Akit Tarafın vatandaşlarına da uygulanacaktır.

4- Bu muamele, bir Akit Taraf tarafından üçüncü bir ülke yatırımcısına bir serbest ticaret bölgesine, gümrük birliğine, ortak pazara ya da diğer herhangi bir biçimdeki bölgesel iktisadi organizasyonlara iştiraki ya da onlarla ilişkisi nedeniyle tanınan imtiyazları içermeyecektir.

5- Bu madde hükümleri, vergi konularına uygulanmayacaktır.

6-Bu sözleşmenin hükümleri, Akit Tarafları, yabancı şirketlerin yatırımlarını ve bu şirketlerin görsel-işitsel ürünler başta olmak üzere, kültürel ürünlere ilişkin faaliyet koşullarını düzenleyici her türlü önlemi almasını engelleyecek şekilde yorumlanamaz.

7-Kendi iç mevzuatları çerçevesinde Akit Taraflar, bir Akit Taraf vatandaşlarının diğer Akit Taraf ülkesinde bulunan yatırımla ilgili giriş ve ikamet izni, çalışma ve seyahat izin taleplerini lehe olacak şekilde inceleyecektir.

**MADDE 4**

**Kamulaştırma ve Tazminat**

1- Bir Akit Taraf yatırımcıları tarafından gerçekleştirilen yatırımlar, diğer Akit Tarafın ülkesinde tam ve eksiksiz korumadan ve güvenlikten yararlanacaktır.

2- Hiçbir Akit Taraf, kamu yararına, hukuki sürece uygun olarak ve bu tedbirlerin ayrımcı olmaması durumu hariç, diğer Akit Taraf yatırımcılarının kendi ülkesinde bulunan yatırımları için, doğrudan veya dolaylı olarak, kamulaştırma veya devletleştirme veya el koyma etkisi doğuracak diğer herhangi bir önlem almayacaktır.

Alınması muhtemel el koymaya yönelik tüm tedbirler, miktarı, ilgili yatırımların gerçek değeri esas alınarak hesaplanacak ve bu önlemler kamu bilgisine sunulmadan hemen önce geçerli bulunan normal iktisadi duruma uygun olarak belirlenecek hızlı ve yeterli tazminata neden teşkil edecektir.

Bahsi geçen tazminatlar, miktarlar ve ödeme koşulları, el koyma tarihinden daha geç olmayacak şekilde belirlenecektir. Bu tazminat etkin olarak gerçekleştirilebilir olmalı, gecikme olmaksızın ödenmeli ve serbestçe transfer edilebilir olmalıdır. Ödeme tarihine kadar tazminat, uygun bir faiz oranı üzerinden hesaplanacak faiz getirisi sağlayacaktır.

3-Yatırımları, diğer Akit Tarafın ülkesinde meydana gelen savaş veya diğer silahlı çatışma, iç karışıklık, olağanüstü hal veya ayaklanma nedeniyle zarar gören bir Akit Taraf yatırımcıları, diğer Akit Tarafça kendi yatırımcılarına veya en çok kayırılan ülke yatırımcılarına uygulanandan daha az elverişli olmayacak muameleden faydalanacaktır.



**MADDE 5**

**Ülkesine İade ve Transfer**

1-Her bir Akit Taraf, bir yatırımla ilgili bütün transferlerin, kendi ülkesinden yurtdışına veya yurtdışından kendi ülkesine, serbestçe ve gecikme olmaksızın yapılmasına izin verecektir. Bu gibi transferler aşağıdakileri içerir:

a)gelirler;

b)bir yatırımla ilgili yasal olarak bağitlanmış bulunan borçlardan doğan anapara ve faiz ödemeleri;

c)yatırılan sermaye üzerinden sermaye kazançları da dahil olmak üzere, yatırımın kısmen veya tamamen tasfiyesinden elde edilen kazanç;

d)yukarıdaki 4. Maddede öngörülen tazminat;

e)bir yatırım uyumsuzluğundan kaynaklanan ödemeler;

f) onaylanmış bir yatırımın sonucu olarak diğer Akit Taraf ülkesinde çalışmasına izin verilmiş her bir Akit Taraf vatandaşlarının kazancı,

2-Transferler, transfer tarihinde geçerli olan piyasa döviz kuru üzerinden serbestçe çevrilebilir bir para birimiyle yapılacaktır.

3-Ciddi ödemeler dengesi güçlükleri ve dış finansal zorluklar veya bunların tehdidi durumunda, her bir Akit Taraf transferleri, geçici olarak, aşağıdaki şekilde olmak koşuluyla sınırlayabilir :

a)diğer Akit Tarafa derhal bildirilecek;

b)Uluslararası Para Fonu Anlaşması hükümleriyle uyumlu olacak;

c)her durumda 6 ayı aşmayacak;

d)adil, ayrımsız ve iyiniyet temelinde uygulanacaktır.

**MADDE 6**

**Halefivet**

Bir Akit Tarafın sigortalayanı, bir Akit Taraf yatırımcısı tarafından diğer Akit Taraf ülkesinde yapılan yatırım için ticari olmayan risklere karşı verilen garantinin sonucu olarak bunlara ödeme yaparsa, bu durumda sigortalayan, bahsi geçen yatırımcının hakları ve eylemleri açısından tam halef olma hakkına sahiptir.

Bahsi geçen ödemeler, garantiden yararlanan yatırımcının, yatırımın sigorta sözleşmesi kapsamında yer almayan kısmı için ICSID'e başvuru hakkını etkilemez.

Bir Akit Taraf ile sigortalayan arasındaki uyuşmazlıklar, bu Anlaşmanın 8 inci maddesi hükümlerine uygun olarak çözümlenecektir.

**MADDE 7**

**Daha Elverişli Düzenlemeler**

Bu Anlaşma, yatırımlara veya ilgili faaliyetlere, benzer durumlarda bu Anlaşma ile benimsenenden daha elverişli muameleye tabi tutan:

a) Her bir Akit Tarafın kanun ve tüzüklerine, idari uygulama veya yöntemlerine ya da idari veya yargısal kararlarına,

b) Uluslararası yasal yükümlülüklere,

c) Bir yatırım anlaşması veya yatırım izni kapsamındaki de dahil olmak üzere, Akit Taraflardan biri tarafından üstlenilen yükümlülüklerle aykırılık teşkil etmeyecektir.

**MADDE 8**

**Bir Akit Taraf ile Diğer Akit Tarafın Yatırımcıları Arasındaki Uyuşmazlıkların Çözümü**

1-Bir Akit Taraf ile diğer Akit Tarafın yatırımcısı arasında yatırımcının Akit Taraf ülkesinde bu Anlaşma kapsamında gerçekleştirdiği yatırıma ilişkin her türlü uyuşmazlık, ilgili taraflar arasında dostane bir şekilde çözümlenecektir.

2- Anlaşmazlık taraflardan biri veya diğeri tarafından ileri sürülmesinden itibaren 6 aylık bir süre içinde çözümlenemezse, yatırımcının talebi üzerine, anlaşmazlığa taraf bulunan Akit Tarafın mahkemelerine veya Washington'da 18 Mart 1965 'te imzaya açılan Devletlerle Diğer Devletlerin Vatandaşları Arasındaki Yatırım Anlaşmazlıklarının Çözüm Sözleşmesi ile oluşturulan Uluslararası Yatırım Anlaşmazlıkları Çözüm Merkezi (ICSID) tahkimine sunulabilir. Yatırımcı uyuşmazlığı, mahkeme ya da tahkime sunduğunda ya da sunmayı kabul ettiğinde, seçmiş olduğu prosedür nihai olacaktır.

**MADDE 9**

**Akit Taraflar Arasındaki Uyuşmazlıkların Çözümü**

1-Bu Anlaşmanın yorumu ya da uygulanmasına ilişkin anlaşmazlıklar, doğrudan ve anlamlı müzakereler yoluyla giderilecektir.

2-Eğer anlaşmazlık bir Akit Tarafça ileri sürülmesinden itibaren 6 aylık bir süre içinde çözümlenemezse, iki taraftan birinin talebiyle bir hakem mahkemesine sunulabilir.

3-Bahsi geçen Mahkeme, her bir özel olay için, aşağıdaki şekilde oluşturulacaktır:

Her Akit Taraf bir hakem seçecektir ve böylece seçilen iki hakem, karşılıklı anlaşma ile, üçüncü bir ülke vatandaşı olması gereken ve Akit Taraflarca Mahkemenin başkanı olarak atanacak üçüncü bir hakem seçecektir. Tüm hakemler, bir Akit Tarafın anlaşmazlığı tahkime götürme niyetini diğer Akit Tarafa bildirmesinden itibaren 2 ay içinde seçilmelidir.

4-Yukandaki paragraf 3'te belirtilen sürelerin yerine getirilmemesi halinde her iki Akit Taraf, herhangi bir diğer Anlaşmanın yokluğunda, Birleşmiş Milletler Teşkilatı Genel Sekreterini gerekli atamaları yapması için davet edecektir. Genel Sekreterin taraflardan birinin vatandaşı olması halinde ya da bahsi geçen görevi yerine getirmesinin başka şekilde engellenmesi durumunda, kıdem olarak Genel Sekreter'den sonra gelen Sekreter Yardımcısı gerekli atamaları yapacaktır.

5-Mahkeme oy çokluğu ile karar verecektir. Kararlar nihai ve Akit Tarafları yasal olarak bağlayıcı olacaktır.

Mahkeme kendi usul kurallarını oluşturacaktır. Akit Tarafların talebi halinde yargılamayı yorumlayacaktır. Özel durum ve koşullar nedeniyle, Mahkeme tarafından aksi kararlaştırılmadığı takdirde, hakem ücretlerini de içeren yargılama masrafları, her iki Akit Taraf arasında eşit olarak paylaşılacaktır.

6-Uyuşmazlık çözüm yöntemi her iki Akit Tarafın ülkesel statüsüne ilişkin sorunlara uygulanmayacaktır.

7-Uyuşmazlık, aynı uyuşmazlığın madde 8 kapsamında daha önceden bir başka uluslararası tahkim merkezine sunulması halinde, bu madde hükümlerine göre uluslararası tahkim merkezine sunulmayacaktır. Bu durum, her iki Akit Taraf arasındaki doğrudan ve anlamlı müzakereleri engellemeyecektir.

**MADDE 10**

**Yürürlüğe Giriş**

Her bir Akit Taraf diğer Tarafa, son bildirim alınması tarihinden itibaren 1 ay sonra yürürlüğe girecek Anlaşmanın, yürürlüğe girmesine ilişkin anayasal prosedürlerinin tamamlandığını bildirecektir.

İşbu Anlaşma, başlangıç olarak 10 yıllık bir süre için geçerli olacaktır. Bu sürenin bitiminden sonra Anlaşma, taraflardan biri, diplomatik kanallar yoluyla 1 yıllık yazılı fesih bildiriminde bulunmadığı sürece yürürlükte kalacaktır.

İşbu Anlaşmanın geçerlilik süresinin sona erdirilmesi durumunda, Anlaşmanın yürürlükte olduğu sırada yapılan yatırımlar, Anlaşma hükümlerinin korumasından ek bir 15 yıllık süre boyunca faydalanmaya devam edecektir.

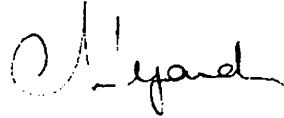
İş bu Anlaşma Ankara'da, 15 Haziran 2006 tarihinde iki suret halinde Türkçe ve Fransızca dillerinde, her iki metin de eşit asıllar olarak imzalanmıştır.

Türkiye Cumhuriyeti  
Hükümeti Adına



Ali BABACAN  
Devlet Bakanı

Fransa Cumhuriyeti  
Hükümeti Adına



Christine LAGARDE  
Dış Ticaretten Sorumlu Delege Bakan

## PROTOKOL

Yatırımların Karşılıklı Teşviki ve Korunmasına ilişkin bu Anlaşmanın, Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti ile Fransa Cumhuriyeti Hükümeti arasında imzalanması esnasında, Akit Taraflar, işbu Anlaşmanın ayrılmaz bir parçasını oluşturan aşağıdaki hususlarla ilgili olarak da mutabakata varmışlardır:

### 5. Madde ile ilgili olarak:

Bu Madde'nin bentlerinde yer alan düzenlemeler, bir Akit Tarafın, bir serbest ticaret alanına, bir gümrük birliğine, bir ortak pazara, bir ekonomik veya parasal birliğe veya herhangi başka bir bölgesel işbirliği veya entegrasyon teşekkülüne katılımı ya da ortaklığından kaynaklanan hak ve yükümlülükleri ile uluslararası yükümlülüklerinin iyi niyetle icrasına engel oluşturmaz.

### 8. Madde ile ilgili olarak:

"Devletlerle, diğer Devletlerin Vatandaşları arasındaki Yatırım İhtilaflarının Çözümüne İlişkin Sözleşme" nin 25. Maddesi'nin 4. bendine uygun olarak, Türkiye Cumhuriyeti'nin 3 Mart 1989 tarihinde, Yatırım Uyuşmazlıklarının Çözümü için Uluslararası Merkez (ICSID)'e sunmuş olduğu bildirimde bulunmuş olarak,

- (a) Türkiye Cumhuriyeti'nin yabancı sermaye konusundaki ilgili mevzuatına uygun olarak, eğer varsa, gerekli izni almış olan ve etkin olarak başlamış doğrudan yatırım faaliyetlerinden kaynaklanan ihtilaflar, Merkezin (ICSID) yetkisine tabi olacaktır.
- (b) Gayrimenkul mallar üzerindeki mülkiyet hakları ve aynı haklara ilişkin ihtilaflar, tamamen Türk mahkemelerinin yetkisi altındadır ve bu sebeple bu uyuşmazlıklar Merkeze (ICSID) veya diğer herhangi bir uluslararası uyuşmazlıkların çözümü mekanizmasına sunulmayacaktır.

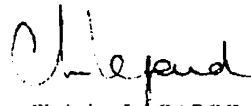
İşbu Protokol Ankara'da, 15 Haziran 2006 tarihinde, iki suret halinde Türkçe ve Fransızca dillerinde, her iki metin de eşit asıllar olarak imzalanmıştır.

Türkiye Cumhuriyeti  
Hükümeti Adına



Ali BABACAN  
Devlet Bakanı

Fransa Cumhuriyeti  
Hükümeti Adına



Christine LAGARDE  
Dış Ticarettten Sorumlu Delege Bakan

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY CONCERNING THE PROMOTION AND RECIPROCAL PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Turkey, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Desiring to strengthen the economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Turkey and for Turkish investments in France,

Convinced that the promotion and protection of investments would succeed in stimulating transfers of capital and technology between the two countries, in the interest of their economic development,

Have agreed as follows.

*Article 1. Definitions*

For the purpose of this Agreement:

1. The term “investment” means any kind of asset invested by an investor of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party in accordance with the legislation in force in that territory, and in particular though not exclusively:

(a) Movable and immovable property as well as any other right in rem such as mortgages, liens, usufructs, pledges and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other direct or indirect forms of interest in companies;

(c) Reinvested income, monetary claims or other titles the financial value of which relates to an investment, particularly claims resulting from loans relating to the interest in companies mentioned in (b) above;

(d) Intellectual and industrial property rights (such as patents, licences, trademarks and industrial models and mock-ups), technical processes, trade names and goodwill;

(e) Business concessions conferred by law or under contract, including concessions to prospect for, cultivate, extract or exploit natural resources, in the territory of each of the Contracting Parties as defined below.

Any alteration of the form in which assets are invested shall not affect their qualification as investments provided that such alteration is not in conflict with the legislation of the Contracting Party in the territory of which the investment is made.

2. The term “investor” means:

(a) Physical persons possessing the nationality of one of the Contracting Parties;

(b) Companies constituted in the territory of one of the Contracting Parties in accordance with its legislation and having its head office or its effective economic activity in the territory of that Contracting Party.

3. A company having its head office in a third State and which is directly or indirectly controlled by investors in one of the Contracting Parties shall enjoy the protection provided for by this Agreement, unless a current agreement on the promotion and protection of investments between that third State and the Contracting Party where the investment is made gives more favourable treatment to investments than that provided by the present Agreement.

4. The term “returns” means all amounts produced by an investment, such as profits, royalties and interest or dividends, during a given period.

5. The term “territory” means, for each of the Contracting Parties, its territory, its territorial waters and the maritime areas over which, in accordance with international law, it exercises jurisdiction or sovereign rights for the purpose of prospection, exploitation and preservation of natural resources.

#### *Article 2. Scope of application*

This Agreement shall apply both to investments in existence on the date of its entry into force and to investments made subsequently.

#### *Article 3. Promotion, protection and treatment of investments*

1. Each Contracting Party shall encourage in its territory investments made by investors of the other Contracting Party, creating favourable conditions for those investments and, subject to its right to exercise the powers provided in its legislation, shall permit those investments on a basis no less favourable than that granted in comparable situations to investments made by investors of any third State.

2. Each Contracting Party shall extend fair and equitable treatment, in accordance with the principles of international law, to investments, including returns, made in its territory by investors of the other Contracting Party; this treatment shall not be less favourable than that granted to investments made by its own investors or by investors of any third State, if the latter is more favourable.

3. Each Contracting Party shall apply in its territory to the investors of the other Contracting Party, with respect to their investments and activities related to the investments, the treatment granted to its own investors, or the treatment granted to those of any third State, if the latter is more favourable. This principle shall also apply to the nationals of one Contracting Party authorized to work in the territory of the other Contracting Party in the exercise of their activities relating to an investment.

4. This treatment shall not include the privileges granted by one Contracting Party to investors of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade zone, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

5. The provisions of this Article shall not apply to fiscal matters.



6. The provisions of this Agreement shall not be interpreted in such a way as to prevent either Contracting Party from taking measures to regulate investments by foreign companies and the ways in which such companies conduct their activities in respect of cultural goods, particularly in the field of audiovisual products.

7. The Contracting Parties shall give favourable consideration, within the framework of their domestic legislation, to applications for entry and permits for residence, employment and circulation submitted by nationals of one Contracting Party for purposes of investment in the territory of the other Contracting Party.

#### *Article 4. Expropriation and compensation*

1. Investments made by investors of one Contracting Party shall enjoy full and complete protection and safety in the territory of the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any measures of expropriation or nationalization or any other measures having the effect of dispossession, direct or indirect, of investors of the other Contracting Party of their investments in its territory, except in the public interest, in accordance with legal procedures and provided that these measures are not discriminatory.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which shall be calculated according to the real value of the investments considered and assessed on the basis of the normal economic situation prevailing immediately before these measures were made public.

The above compensation and its amount and manner of payment shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the appropriate market rate.

3. Investors of one Contracting Party whose investments have sustained losses due to war or any other armed conflict, insurrection, national state of emergency or revolt occurring in the territory of the other Contracting Party shall enjoy treatment from the latter that is not less favourable than that granted to its own investors or to those of the most favoured nation.

#### *Article 5. Repatriation and transfer*

1. Each Contracting Party shall ensure that all transfers concerning an investment can take place freely and without delay, both into and from its territory. These transfers relate to:

- (a) Income;
- (b) Payments of capital and interest resulting from loans which have been regularly contracted in relation to an investment;
- (c) Proceeds of the complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (d) The compensation provided for in Article 4 above;

(e) Payments resulting from a dispute in relation to an investment;

(f) The remuneration of nationals of one Contracting Party who have been authorized to work in the territory of the other Contracting Party in connection with an approved investment.

2. Transfers shall be effected in readily convertible currency at the market rate of exchange applicable on the date of the transfer.

3. In the event of balance of payments problems, external financial difficulties or the threat thereof, each Contracting Party may temporarily place restrictions on transfers, provided that:

(a) The other Contracting Party is promptly informed of the restrictions;

(b) The restrictions comply with the Statutes of the International Monetary Fund;

(c) The duration of the restrictions does not exceed six months under any circumstances;

(d) The restrictions are applied equitably, without discrimination and in good faith.

#### *Article 6. Subrogation*

If, pursuant to a non-commercial risks guarantee given for an investment effected by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party, an insurer in one Contracting Party makes payments to those investors, that insurer shall thereby be subrogated in respect of the those investors' rights and claims.

Such payments shall not affect the rights of the beneficiaries of the guarantee to have recourse to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) in respect of that part of the investment not covered by the insurance.

Disputes between a Contracting Party and an insurer shall be settled in accordance with Article 8 of this Agreement.

#### *Article 7. More favourable provisions*

This Agreement shall not prejudice:

(a) Any laws or regulations, administrative practices or procedures, or administrative or judicial decisions of either of the Contracting Parties,

(b) Any obligations under international law, or

(c) Any obligations undertaken by either of the Contracting Parties, including those resulting from an agreement on investments or an investment authorization,

which grant to investments or related activities a treatment more favourable than that provided for by this Agreement in similar situations.

*Article 8. Settlement of disputes between one Contracting Party and the investors of the other Contracting Party*

1. Any dispute between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party relating to an investment made by the latter in the territory of the first Contracting Party in the framework of this Agreement shall be settled amicably between the two Parties.

2. If a dispute has not been settled within six months of the date on which it was raised by either of the Parties, it shall be submitted, at the request of the investor, either to the national courts of the Contracting Party concerned, or for arbitration by the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, opened for signature at Washington, D.C., on 18 March 1965. When the investor has submitted or agreed to submit the dispute to the courts or to arbitration, the choice of the procedure shall be final.

*Article 9. Settlement of disputes between the Contracting Parties*

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall be settled through direct and substantive negotiations.

2. Any dispute which has not been settled within six months after the date on which it is raised by either Contracting Party may be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall be constituted, in each case, as follows:

Each Contracting Party shall designate one arbitrator, and the two arbitrators shall, by mutual agreement, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the arbitrators shall be appointed within two months of the date on which one of the Contracting Parties notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, unless otherwise agreed, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General shall make the necessary appointments.

5. The tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and fully binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its decisions at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking special circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' fees, shall be shared equally between the two Contracting Parties.

6. This procedure shall not be applicable in respect of matters relating to the territorial status of either Contracting Party.

7. No dispute may be submitted to an international arbitral tribunal pursuant to the provisions of this Article if the same dispute has been submitted to another international arbitral tribunal pursuant to the provisions of Article 8. These provisions shall not prevent the Contracting Parties from entering into direct and substantive negotiations.

*Article 10. Entry into force*

Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect one month after the date of receipt of the last such notification.

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notification of denunciation is given by one of the Contracting Parties through the diplomatic channel.

In case of termination of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to enjoy the protection of its provisions for an additional period of 15 years.

DONE at Ankara, on 15 June 2006, in duplicate in the Turkish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Turkey:

ALI BABACAN  
Minister of State

For the Government of the French Republic:

CHRISTINE LAGARDE  
Minister for External Trade

## PROTOCOL

Upon the signature at today's date of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Turkey concerning the promotion and reciprocal protection of investments, the Contracting Parties have also agreed to the following provisions which are an integral part of the Agreement:

Regarding Article 5:

The provisions of the previous paragraphs of this Article shall not prevent the exercise in good faith, by either Contracting Party, of its international obligations or of its rights and obligations arising out of its participation or association in a free trade zone, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

Regarding Article 8:

Pursuant to the declaration submitted by the Republic of Turkey to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) on 3 March 1989, concerning Article 25 (4) of the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States:

(a) Disputes arising out of direct investment activities which have effectively begun and which, where necessary, have received the necessary permission in accordance with the legislation of the Republic of Turkey on foreign capital, shall be submitted to the Centre (ICSID).

(b) Disputes relating to property rights and real rights over immovable property shall be subject solely to Turkish courts and shall therefore not be submitted to the Centre (ICSID) or any other international dispute settlement mechanism.

DONE at Ankara, on 15 June 2006, in duplicate in the Turkish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Turkey:

ALI BABACAN  
Minister of State

For the Government of the French Republic:

CHRISTINE LAGARDE  
Minister for External Trade